



Affaire suivie par :  
Cindy DA CUNHA  
Domaine Logistique et Travaux  
Tél : 01.69.26.58.38  
Courriel : cindy.dacunha@cea.fr

**MARCHE DE CONTROLE DES ACCES «  
VISITEURS » DE L'INBS-PN DU CEA  
CADARACHE**

**Projet de Marché CEA/DIF n°B25-05215**

**Marché sensible**

**ENTRE :**

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

**TABLE DES MATIERES**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 - PROTECTION DU SECRET .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 - ASSURANCE DE LA QUALITE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 17 - TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19 - PENALITES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 20 - RESILIATION .....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE 2 - CONVENTION D'HEBERGEMENT.....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE 4 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ...</b>	<b>23</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de prestations de contrôle des accès « visiteurs » de l'Installation nucléaire de base secrète – Propulsion nucléaire (INBS-PN), implantée sur le site du CEA de Cadarache, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte de la Direction des installations de la propulsion nucléaire (DIPN).

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

**2.1** Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DIPN DO 25 du 04/02/2026,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le centre CEA de Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM , réf. SYM S0201 SPP INQ 09000860 A à l'exception des &4.6 (horaires de travail), & 5.2 (circulation dans les centres), déclinées pour les interventions dans l'INBS-PN dans le cadre de documents de références ci-après,
- le recueil qualité sécurité INBS-PN T3-13 - Prescriptions applicables aux travaux réalisés par les entreprises extérieures dans l'INBS-PN concernant les procédures de plan de prévention et autorisations journalières de travail notamment,
- le recueil T2-01 Qualité sécurité de l'INBS-PN-formalités d'accès (document AREVA TA - CADACS9118 ind. en vigueur)
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- la procédure entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- la procédure « Accès en dehors des horaires d'ouverture du centre » DEN/CAD/DIR/PR/018,
- la procédure « Demande d'accès d'un travailleur entreprise extérieure » DEN/CAD/DIR/PR/020,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- le règlement intérieur du centre CEA de Cadarache dans sa version applicable et la procédure de demande d'accès au centre référencée DEN/CAD/DIR/PR/019D
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS**

Les Prestations objet du Marché sont définies exhaustivement dans le cahier des charges cité dans les pièces contractuelles à l'Article 2 supra.

Les Prestations se décomposent en :

- **une part ferme :**
  - poste 1 [PF1] : Mission de contrôle d'accès de l'INBS-PN des visiteurs.
- **une part optionnelle :**
  - option 1.1 [PO1.1] : Prolongation de 12 mois de la part ferme,
  - option 1.2 [PO1.2] : Prolongation supplémentaire de 12 mois de la part ferme,
  - option 2 [PO2] : En cas de changement de titulaire : phase de réversibilité entrante du marché, de 2 semaines, pendant laquelle le Titulaire sortant transfère les connaissances nécessaires à l'exécution du présent Marché,
  - option 3 [PO3] : Phase de réversibilité sortante du marché, d'une durée de 2 semaines (dans le dernier mois de la part ferme, PO1.1 ou PO1.2) pendant laquelle le Titulaire du présent marché transfère ses connaissances au futur Titulaire. Durant cette phase, le Titulaire conserve la responsabilité pleine et entière des Prestations.
- **une part estimative :**
  - BPU 01 : Extension de la prestation du poste 1 sur heures non-ouvrées (entre 19h30 et 06h30),
  - BPU 02 : Extension de la prestation du poste 1 sur heures ouvrées étendues (entre 06h30-07h00 et 19h00-19h30).

Le cas échéant, la levée d'une ou des options sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 15 jours ouvrés avant la date de démarrage de l'option PO1.1, PO1.2 ou PO3 et à la notification du présent Marché pour PO2.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

Si l'activité le nécessite, le CEA pourra demander au Titulaire, avec un délai de prévenance de 2 semaines, le chiffrage d'une prestation supplémentaire sur BPU.

### **ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **4.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé à Cadarache sur l'INBS-PN. Elles seront exécutées sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

## **4.2 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire**

### **4.2.1. Mise à disposition d'un local**

Le CEA mettra à la disposition du Titulaire un local de service à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de la convention d'hébergement (cf. annexe 2 du présent marché). Toute interruption de ce dernier pour motif de résiliation, quelle qu'en soit l'origine, mettra fin automatiquement à cette mise à disposition.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les Parties, sera réalisé à la prise d'effet et à l'échéance du présent marché. Le Titulaire devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Il appartiendra au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

L'absence de mise à disposition de moyens par le CEA au Titulaire n'impactera pas la réalisation des Prestations.

### **4.2.2. Accès aux réseaux informatiques CEA**

Le Titulaire devra se conformer à l'ensemble des règles d'utilisation des systèmes d'information applicables sur l'établissement CEA/DIF. Si besoin, le CEA pourra accorder au Titulaire un accès au réseau non classifié du CEA/DAM, après analyse de la demande, et dans la limite des besoins nécessaires à la bonne exécution des Prestations.

Cet accès se traduira par l'ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des Prestations. Le Titulaire devra fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le respect des règles susmentionnées. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne dégageront en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations à l'ensemble des textes en vigueur et au Cahier des Charges, jusqu'au prononcé de la réception du présent marché.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

### **4.2.3. Fluides**

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent marché seront fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur qui pourront être facturées au Titulaire.

## **4.3 Matériel et outillage**

### **Prêt de matériel et outillage par le CEA**

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » des CGA, le Titulaire s'engage à fournir la totalité du matériel nécessaire à l'exécution des Prestations à l'exception de celui indiqué au paragraphe 2.5 du cahier des charges.

## **4.4 Horaires**

### **4.4.1. Horaires du centre CEA/CAD/INBS/PN**

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/CADARACHE/INBS-PN sont de 7h30 à 19h00, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h00 à 16h35, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

#### **4.4.2. Horaires des Prestations**

Conformément au cahier des charges, le Titulaire réalisera les Prestations selon les horaires suivants :

- Au titre des prestations forfaitaires : 07h00 à 19h00
- Au titre des prestations à la demande sur BPU :
  - extension, par heure, de la prestation du poste 1 en heures non-ouvrées (19h30-06h30) ;
  - extension, par heure, de la prestation du poste 1 en heures ouvrées étendues (06h30-07h00 et 19h00-19h30).

#### **4.5 Réunions de suivi**

La réalisation des Prestations donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties, conformément au paragraphe 4.4 du cahier des charges. A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA, pour approbation préalable avant diffusion selon le planning défini article 4.6 du cahier des charges mentionné article 2 supra.

#### **4.6 Accidents du travail**

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations - Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

### **ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE**

**5.1** Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents décrits au paragraphe 4.6 du cahier des charges.

**5.2** Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

- 5.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

## **ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> ,
- pour le Titulaire : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> .

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

## **ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage le formulaire DC4 dûment complété et signé accompagné des documents afférents.

## **ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE**

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 3 au présent marché).

## **ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL**

### **9.1 Montant**

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de <mois et année de remise de l'offre>, est plafonné à la somme de <XX,XX> € HT (<XXXX> EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme suit :

- Part ferme (poste SAP 10): un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT,
- Part optionnelle : un montant de : <XX,XX> € HT décomposé comme suit :
  - Option 1.1 (poste SAP 20) : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT,
  - Option 1.2 (poste SAP 30) : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT,
  - Option 2 (poste SAP 40) : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT,
  - Option 3 (poste SAP 50) : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT,
- Part estimative :
  - BPU 1 (poste SAP 60) : un montant plafonné de : <XX,XX> € HT,
  - BPU 2 (poste SAP 70) : un montant plafonné de : <XX,XX> € HT.

Ce montant est calculé sur la base des coûts unitaires forfaitaires et révisables indiqués en annexe 1 du présent marché. Il est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

## 9.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 9 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de <mois et année de remise de l'offre>.

Ils sont révisables annuellement au mois de <mois anniversaire du marché>. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \times \frac{Indice 1}{Indice 10})$$

dans laquelle :

$P$  = prix révisé,

$P_0$  = prix initial, puis dernier prix révisé,

$Indice 1_0$  = valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges – dans le secteur : services administratif, soutien (NAF rév. 2 section N) » (identifiant INSEE : 1565196), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de <mois et année de remise de l'offre>, puis dernière valeur retenue,

$Indice 1 \dots$  = valeur de ces mêmes indices, pour le mois de la date de demande de révision des prix.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

## **ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **11.1 Conditions de facturation**

#### *11.1.1. Formalisme de la facturation*

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. article 9 supra).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

**CEA/DAM/DCG  
SCD/BCD  
Bâtiment Dune  
Comptabilité fournisseurs  
Bruyères-le-Châtel  
91297 ARPAJON Cedex**

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : [cea-dam-demat@cea.fr](mailto:cea-dam-demat@cea.fr)

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

#### *11.1.2. Présentation des révisions de prix*

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

#### *11.1.3. Règlement des factures*

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

## 11.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé dans sa totalité à la réception prononcée sans réserve par le CEA.

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- Poste SAP 10 : trimestriellement, à la réception prononcée sans réserve par le CEA du compte-rendu de la réunion de suivi trimestrielle, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- Poste SAP 20 (option 1.1, en cas de levée) : trimestriellement, à la réception prononcée sans réserve par le CEA du compte-rendu de la réunion de suivi trimestrielle, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- Poste SAP 30 (option 1.2, en cas de levée) : trimestriellement, à la réception prononcée sans réserve par le CEA du compte-rendu de la réunion de suivi trimestrielle, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- Poste SAP 40 (option 2, en cas de levée) : 100 % du montant HT du poste, à la réception prononcée sans réserve par le CEA, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- Poste SAP 50 (option 3, en cas de levée) : 100 % du montant HT du poste, à la réception prononcée sans réserve par le CEA, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- Postes SAP 60 et 70 : Les Prestations à la demande sur BPU seront facturées trimestriellement à terme échu. Elles regrouperont les Prestations effectivement réalisées dans le trimestre écoulé, après acceptation prononcée sans réserve par le CEA et signature contradictoire du PV de réception.

## 11.3 Avance

### 11.3.1. Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct,
- toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

### 11.3.2. Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% ou 30% OU le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance OU les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

### 11.3.3. Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA à compter du premier terme de paiement du Poste SAP 10 puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance pour la tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA à compter du premier terme de paiement du Poste SAP 20 puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

#### 11.3.4. Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 11.3.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

## **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

## **ARTICLE 13 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe 4 encadrant les traitements des données à caractère personnel ».

## **ARTICLE 14 - PROTECTION DU SECRET**

*Le marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection de secret de la défense nationale.*

**14.1** En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté..

**14.2** Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
  - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
  - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;

- de l'arrêté du 27 août 2025 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
  - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

**14.3** Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

**14.4** Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
  - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

**14.5** Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera au plus tard, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

**14.6** Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

**14.7** En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis

sans réserve de d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 14.8** Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

## **ARTICLE 15 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

## **ARTICLE 16 - ASSURANCE DE LA QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001 et établira un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Prestations.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son PAQP, de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 10 août 1984, relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

## **ARTICLE 17 - TRAVAIL DISSIMULE**

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.



## **ARTICLE 18 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

Conformément aux dispositions prévues à l'Article 5.1 des CGA, le Marché entre en vigueur à compter de sa notification par les Parties et prendra fin à l'extinction de toutes les obligations nées ou à naître de son exécution.

La durée totale prévisionnelle du Marché est de **48,5** mois dont les délais d'exécution sont ci-dessous définis.

Prestations	Jalon de démarrage du poste	Durée en mois
Option 2 – Phase de réversibilité entrante (TPRE)	$TPRE + 0.5 = T0$	0,5
Tranche Ferme	$T0 + 24 = T1$	24
Option 1.1 : Prolongation	$T1 + 12 \text{ mois} = T2$	12
Option 1.2 : Prolongation + Option 3 : phase de réversibilité sortante (TPRS)	$T2 + 12 \text{ mois}$	12 dont 0,5 de TPRS

## **ARTICLE 19 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

### **19.1 Pénalités**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, conformément aux exigences du CDC, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

Fait générateur		Occurrence	Montant (€ HT)	Niveau de gravité
Pénalités liées à la prise de poste				
A	Retard de prise de poste ou anticipation de fin de poste non justifié, inférieur ou égal à 1h	Par retard ou anticipation	20,00 €	1
B	Retard de prise de poste ou anticipation de fin de poste non justifiée, supérieur à 1h	Par retard ou anticipation	100,00 €	2
C	Non remplacement d'un personnel absent (retard strictement supérieur à 2h)	Par constat	300,00 €	3
Pénalités liées à la réalisation des Prestations				
D	Non tenue du poste de travail (absence au poste de contrôle, etc.)	Par constat	150,00 €	2
E	Non-respect des délais pour la remise de données (cf. 4.6 du CDC)	Par jour de retard	100,00 €	1
F	Non-respect des consignes	Par constat	150,00 €	2
G	Non tenue à jour des documents	Par document	150,00 €	2
H	Non-respect de la formation du personnel par rapport à la mission qu'il réalise	Par constat	150,00 €	3
I	Dégradation du matériel mis à disposition	Par constat	150,00 €	3

Pénalités cumulatives par mission en € HT
5 pénalités de niveau 1 ou de niveau supérieur constatées dans le même mois entraînent une pénalité supplémentaire de 200,00 € HT
3 pénalités de niveau 2 constatées dans le même mois entraînent une pénalité supplémentaire de 500,00 € HT
3 pénalités de niveau 3 constatées dans le même mois entraînent une pénalité supplémentaire de 1 000,00 € HT
En cas d'application multiple de pénalités cumulatives, seule la pénalité au montant le plus élevé sera appliquée

## 19.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de prestations sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant de la pénalité sera de 500,00 euros HT par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 4.7 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

## 19.3 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

## 19.4 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

## 19.5 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

## ARTICLE 20 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,  
Le

Pour le CEA,  
Le

**ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES**

*Les conditions tarifaires seront renseignées à la notification du marché sur la base de l'offre retenue*

## **ANNEXE 2 - CONVENTION D'HEBERGEMENT**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente annexe valant convention d'hébergement a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA :

- met à disposition du Titulaire des locaux sur le site du CEA Cadarache et de l'INBS-PN ,
- permet au personnel du Titulaire concerné par le présent marché, d'utiliser certains de ses services généraux.

De convention expresse entre les Parties, la présente convention est soumise aux seules dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil.

Le Titulaire ne saurait en aucun cas revendiquer le bénéfice des articles L-145-1 et suivants du code de commerce, auquel il déclare expressément renoncer.

### **ARTICLE 2 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

#### **2.1 Désignation**

Les locaux mis à disposition du Titulaire, sont indiqués à l'article 6 de la présente annexe.

Ces locaux sont alimentés en fluides divers et équipés d'un accès au réseau CEA ouvert ainsi qu'aux lignes téléphoniques nationales et internationales raccordées au réseau de l'opérateur téléphonique du CEA.

#### **2.2 Conditions de la mise à disposition des locaux**

En fonction de ses possibilités, le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les locaux indiqués ci-dessus, par de nouveaux locaux adaptés aux besoins.

Dans ce cas, un courrier définira les nouveaux locaux affectés au Titulaire.

La mise à disposition de locaux ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution du marché, le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues au marché, en raison du remplacement des locaux ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

#### **2.3 Conditions d'utilisation des locaux**

Les locaux mis à disposition du Titulaire sont à usage de bureaux pour certains et à usage de laboratoires non dédiés pour d'autres. Le Titulaire s'engage à ne pas exercer dans les locaux mis à sa disposition, d'activité qui serait incompatible avec leur destination.

Le Titulaire ne peut ni modifier la disposition des lieux, ni abattre de cloison, ni percer les murs, ni entreprendre de manière générale de travaux quelconques sur les locaux mis à sa disposition sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Les demandes du Titulaire sur ce thème seront adressées au Chef d'installation du CEA responsable des locaux avec copie au responsable CEA de la bonne exécution de la présente convention. Le Chef d'installation fera part au Titulaire de la décision du CEA.

Le Titulaire devra, après accord du Chef d'installation responsable des locaux concernés et de l'Ingénieur de sécurité du bâtiment, présenter au service technique et logistique du centre CEA dans lequel il se trouve, le Cahier des Charges qui sera soumis aux entrepreneurs et accepté par eux afin que le CEA se détermine en pleine connaissance de cause sur les travaux.

A l'expiration de l'occupation, le Titulaire devra restituer les lieux en bon état. Il devra répondre des dégradations qui seront de son fait en dehors de celles habituellement constatées et dues à une usure normale des locaux. Un état des lieux sera établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie.

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, a le droit de contrôle des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux mis à disposition du Titulaire.

Le Titulaire s'engage en outre à ne pas faire obstacle aux compétences du Comité d'Hygiène et de Sécurité du Travail (CHSCT) du CEA/DIF.

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenu d'informer immédiatement le Chef d'installation des locaux.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA.

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et écrit du Chef d'installation des locaux.

Les équipements installés par le Titulaire dans les locaux mis à sa disposition doivent être conformes à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail.

Les certificats de conformité concernant lesdits équipements doivent être communiqués au Chef d'installation des locaux avant leur mise en service ainsi qu'après chaque contrôle périodique réglementaire que le Titulaire s'engage à faire réaliser à ses frais, par un organisme agréé.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux défauts constatés, soit à retirer les appareils défectueux du CEA.

## **ARTICLE 3 - PRESTATIONS ASSUREES PAR LE CEA**

### **3.1 Définition**

#### **3.1.1 Transport du personnel**

Le personnel du Titulaire est autorisé à utiliser les transports en commun organisés par le CEA/CADARACHE pour son propre personnel, dans la limite des places disponibles et sans que cela occasionne des modifications de lignes et/ou des points d'arrêt.

#### **3.1.2 Restauration**

Le personnel du Titulaire est ponctuellement autorisé, sur avis de rendez-vous, à accéder aux restaurants du CEA dans lequel il se trouve.

#### **3.1.3 Surveillance FLS - Interventions**

Le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme.

La FLS se charge en outre :

- de la surveillance et du gardiennage sur l'ensemble des locaux occupés par Titulaire,
- des surveillances incendie/inondations pour les alarmes raccordées au PC,
- des interventions incendie/inondations sur déclenchement d'alarme,
- des surveillances des lignes d'appel (LD 18, coups de poing, etc.).

### 3.2 Conditions d'exécution

Le CEA s'engage à exécuter les prestations, objet de la présente convention, avec le soin dont il a coutume de faire preuve pour ses propres affaires.

L'obligation du CEA se limite à mettre à la disposition du Titulaire les prestations définies à l'article 3.1 ci-dessus, tels qu'elles fonctionnent pour ses propres besoins. Son inexécution partielle ou totale ne saurait constituer pour le Titulaire une cause pour s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles telles que prévues au marché.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune réclamation dans le cas où les capacités des unités prestataires visées à l'article 3.1 ci-dessus ne seraient pas en mesure de satisfaire sa demande, ni pour les dommages qui pourraient résulter d'une intervention des services de sécurité du site en cas d'incident.

## **ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

Au titre du présent marché, le CEA met à la disposition du Titulaire, les locaux définis à l'article 2 de la présente convention à titre gracieux, comprenant la fourniture d'électricité, d'eau, le chauffage, le nettoyage et le gardiennage.

En cas d'utilisation des restaurants d'entreprise du CEA, par le personnel du Titulaire, celui-ci règle ses repas directement au restaurateur, au tarif "entreprise extérieure" catégorie E.

Les communications téléphoniques internes au CEA sont à la charge du CEA.

Les communications extérieures pourront lui être refacturées au prix unitaire de l'impulsion téléphonique facturée au CEA par l'opérateur téléphonique du centre CEA concerné. Les factures seront établies en Euro.

Les relevés des communications sont tenus à la disposition du Titulaire et peuvent lui être transmis sur simple demande auprès du Service technique pendant une période de deux mois suivant leurs dates d'émission.

## **ARTICLE 5 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

### 5.1 Responsabilité civile du Titulaire

#### 5.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris

**Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.**

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens du Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par la Société, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes du Marché, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

### 5.1.2 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et de la Convention, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

## 5.2 Assurances du CEA

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature de la Convention à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

## 5.3 Assurances du Titulaire

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

**ARTICLE 6 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

La liste des locaux et lignes téléphoniques mis à disposition de la société XXX sera communiquée lors de la réunion d'enclenchement.

**ARTICLE 7 - DUREE - RESILIATION**

Cette convention court à compter de la date de prise d'effet du présent marché, pour la durée de ce dernier.  
Elle sera résiliée de fait, en cas de résiliation dudit marché.



**ANNEXE 3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n° .....

Lot/phase/période : .....

**Rejet (réception refusée) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Réception validée :**

le    /    /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le : .....

Pour le CEA
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du CEA</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du Titulaire</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

## **ANNEXE 4 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **I. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

### **II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

<i>Description des opérations réalisées sur les données<sup>1</sup> :</i> <i>Contrôle des effets personnels des visiteurs accédant à un site sensible</i>
<i>Finalité(s) du traitement<sup>2</sup> :</i> <i>Vérification des autorisations d'entrée de matériel spécifique et de l'absence de matériel non autorisé</i>
<i>Type de données à caractère personnel traitées<sup>3</sup> :</i> <i>État civil, Vie professionnelle</i>
<i>Catégories de personnes concernées<sup>4</sup> :</i> <i>Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs</i>

### **III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA**

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la prestation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;

<sup>1</sup> Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple si prestation de réservation de voyages : vérification des données, réservation des billets, courriel de confirmation, facturation, encaissement...

<sup>2</sup> Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

<sup>3</sup> Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

<sup>4</sup> Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**
6. **Sous-traitance**

Le Titulaire est autorisé à faire appel à un sous-traitant pour mener les activités de traitement qui auront été définies lors des réunions.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du CEA. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le CEA de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

#### 7. **Droit d'information des personnes concernées**

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

#### 8. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

#### 9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : [dpd@cea.fr](mailto:dpd@cea.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### 10. **Aide du Titulaire dans le cadre du respect par le CEA de ses obligations**

Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 11. **Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :



<i>Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)</i>	(NON <sup>5</sup> )
<i>Chiffrement des données à caractère personnel</i>	<i>Oui : il faut chiffrer les données lors de la transmission de données personnelles <sup>6</sup>)</i>
<i>Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données</i>	<i>(A compléter par le Titulaire<sup>7</sup>)</i>
<i>Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique</i>	<i>(A compléter par le Titulaire<sup>8</sup>)</i>
<i>Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité</i>	<i>(A compléter par le Titulaire)</i>

## 12. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

## 13. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

## 14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

## 15. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## III. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

Le CEA s'engage à :

<sup>5</sup> La « pseudonymisation » consiste à remplacer les noms/prénoms des personnes par un numéro d'identifiant. La pseudonymisation peut être obligatoire : par exemple, pour les traitements à des fins de recherche qui contiennent des données de santé ou des données génétiques.

<sup>6</sup> A minima, il faut chiffrer les données lors de la transmission de données personnelles

<sup>7</sup> Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

<sup>8</sup> Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct
- Plan de reprise des données en cas d'incident

1. fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire ».